

Ce que veulent les reconstructeurs

Venus d'horizons différents, ce qui nous rassemble c'est une même conception de l'action politique et une même ambition pour notre parti.

Nous refusons la dérive en cours vers la pipolisation et le marketing politique. Nous refusons la soumission aux règles de la démocratie médiatico-sondagièrre et de la présidentialisation à outrance. Nous voulons nous donner les moyens d'agir sur l'opinion au lieu d'être façonnés et ballotés par elle.

Notre ambition se résume en quatre points :

1. Construire le Parti de toute la gauche

Nous voulons prendre au sérieux l'impératif de reconstruction de notre parti et de toute la gauche. Trop souvent les appels à la rénovation, à la "refondation", à la "reconstruction" restent des incantations, des proclamations de Congrès, sans effet véritable. La lente dérive de notre parti vers le "parti d'élus entourés d'aspirants à l'élection", la pure et simple machine électorale, se poursuit inexorablement.

Nous sommes conscients qu'aujourd'hui nous nous trouvons devant une chance historique - et aussi devant une grande responsabilité. Pour la première fois dans notre déjà longue histoire, nous pouvons devenir le grand parti de toute la gauche.

Il y a place dans notre pays pour une extrême gauche anticapitaliste qui oscillerait, tous partis confondus, entre 5% et 10% des voix. Il y a place pour un parti Vert et, peut-être aussi pour un petit parti centriste d'opposition au sarkozysme. Mais le Parti socialiste peut et doit occuper tout l'espace de la gauche réformiste : des altermondialistes aux chrétiens sociaux et aux républicains de progrès. Il peut mettre un terme à cette peu glorieuse exception française : être un parti qui oscille autour de 23% des voix; et devenir un parti qui rassemble par ses seules forces, au moins 35% des électeurs comme le font la plupart de nos homologues européens.

Cet objectif est à notre portée, les résultats des dernières élections municipales et cantonales l'attestent.

Mais pour l'atteindre durablement, nous devons prendre à bras le corps le chantier de notre reconstruction.

Nous devons consacrer à ce travail sur nous-mêmes l'énergie et la détermination nécessaires.

Nous devons assumer pleinement toutes les fonctions qui incombent au parti dominant de la gauche : Fonctions intellectuelles d'élaboration théorique et de lutte idéologique; fonctions politiques d'opposition au gouvernement et de proposition programmatique, fonction électorale de sélection des candidats à tous les mandats, de soutien organisé à leur victoire, de coordination de leur action. Fonction organisationnelle, visant à associer sans cesse davantage les citoyens aux décisions qui les concernent.

Nous voulons être ceux qui, parmi les socialistes, se portent à la tête de cet effort de rénovation. Ceux qui ne se paient pas de mots à ce sujet, mais se donnent les moyens, consentent les investissements personnels sans lesquels il n'y aura pas de reconstruction effective.

La question des alliances se pose en d'autres termes quand on est un parti à 35% que lorsqu'on est un parti à 25% des suffrages exprimés. Mais elle se pose tout de même ! Nous sommes, au niveau social, pour l'alliance entre les classes populaires, les couches moyennes salariées- y compris les couches salariées supérieures-, et les exclus. La traduction politique de cette triple Alliance est le rassemblement de la gauche dans toutes ses composantes. Ce qui n'interdit pas l'élargissement à d'autres forces, se réclamant du "Centre", à condition qu'il s'effectue sur une base politique claire : opposition effective au gouvernement de la droite, accords sur les principaux objectifs politiques, acceptation du rassemblement de toute la gauche. Nous refusons de substituer au rassemblement de la gauche, l'alliance avec le MoDem de François Bayrou. Celles et ceux qui préconisent un tel revirement d'alliance, proposent en réalité un "recentrage" à droite de notre parti.

2. Notre nouvelle frontière : une mondialisation maîtrisée et équitable

Sur le fond politique, nous voulons être les champions du retour de la puissance publique et de la négociation collective dans la vie économique et dans la société. La crise financière, alimentaire, écologique qui secoue aujourd'hui le monde confirme ce que les socialistes français répètent depuis longtemps : l'aptitude du capitalisme globalisé à s'auto réguler est un mythe. Le monde souffre non pas d'un excès, mais d'une carence d'organisation. Sous l'impact de la contre réforme libérale-conservatrice, initiée à la fin des années 1970 par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, on a trop dérégulé et déréglementé. Les Etats nation doivent édicter de nouvelles réglementations pour maîtriser à nouveau l'économie mondiale. Ils doivent bâtir à tous les niveaux un système institutionnel capable de faire appliquer ces règles nouvelles.

Les socialistes veulent renforcer et démocratiser les grandes institutions internationales : l'ONU et ses agences spécialisées : OIT, OMS, FAO, UNESCO...mais aussi la Banque mondiale, le FMI, l'OMC....Au sein de ces institutions, le poids des pays émergents doit être renforcé.

Ils veulent promouvoir l'organisation des Etats-nations au niveau continental, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, sur le modèle de l'Union européenne, afin de constituer des relais régionaux efficaces pour la régulation et la coopération.

Ils veulent relancer et réorienter la construction de l'Union européenne, dans le sens d'une Europe plus ambitieuse, plus volontaire, plus sociale. Les socialistes sont pour l'Europe, parce que l'Europe est l'espace pertinent d'une politique ambitieuse de transformation sociale. Ils veulent faire de l'UE la première démocratie économique, écologique et sociale du monde, creuset d'une nouvelle civilisation et levier d'une autre mondialisation. Loin d'adopter les normes américaines, l'UE doit prendre la tête du mouvement de ré-réglementation et de réorganisation que la faillite du néo-libéralisme ne va pas manquer d'amplifier.

Nous proposons :

- L'institution, dans le cadre de l'ONU, d'un Conseil de sécurité économique et social, à côté du Conseil de sécurité politique et militaire, pour éviter les crises ou, au moins, en atténuer l'intensité et en accélérer la résorption.
- Le renforcement de la présence des pays émergents dans toutes les instances internationales de régulation : banque mondiale, FMI, mais aussi G7, qui doit devenir G15.
- la réforme du système financier international : les règles de prudence et les systèmes de surveillance et de contrôle des marchés doivent être renforcés. Les pas en avant effectués dans cette direction, au lendemain de la crise économique de 2001, se sont avérés très insuffisants. Il faut mettre un terme au "conflit d'intérêt" des agences de notation qui élaborent les "titrisations" et sont appelées ensuite à les évaluer. Modifier les accords de Bâle 2, qui se sont révélés "pro-cycliques"; renforcer le montant des dépôts de garantie obligatoires des banques et les mécanismes d'alerte précoce au niveau du FMI, mais aussi au niveau des superviseurs européens. Séparer au sein des banques les activités de trading sur fonds propres, de leurs activités commerciales classiques.
- Il faut reprendre la lutte contre les paradis fiscaux.

L'essentiel réside dans l'organisation de contre-pouvoirs : il faut renforcer les moyens des superviseurs nationaux; harmoniser les données qui doivent être collectées par eux et donner à leur coordination transfrontalière des pouvoirs autonomes.

3. Relancer et réorienter l'Union européenne

L'Union européenne trouvera son second souffle en menant des politiques concrètes qui soutiendront sa croissance et ses emplois, préserveront ses conquêtes sociales et ses préférences collectives, garantiront l'accès de tous à l'éducation, la qualification professionnelle, la culture. En se donnant les moyens, aussi de mener une politique économique favorable à la croissance. Le volontarisme économique et politique a été le moteur de la Communauté européenne. Il faut le retrouver pour promouvoir l'Europe des projets.

Nous proposons de :

- relancer l'Europe des grand travaux d'infrastructure et de communication (voies ferrées transcontinentale, fret ferroviaire, canaux, tunnels, autoroutes de l'information,...) à 27 Etats-membres si possible, à moins si nécessaire, dans le cadre des "coopérations renforcées".
- instituer une coopération européenne de la Recherche et de l'Innovation (CERI) qui permettrait de mieux coordonner les efforts de Recherche à l'échelle de l'Europe, d'éviter les doublons, de concentrer les ressources sur des enjeux stratégiques, de favoriser la mobilité des chercheurs et des étudiants et de créer enfin un vrai brevet européen pour les entreprises innovantes.
- promouvoir l'Europe de l'énergie, en réalisant scrupuleusement le stratégie des quatre-20, adoptée par le Conseil européen de mars 2007, qui vise, en 2020, à réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre, à porter à 20% la part des énergies renouvelable dans la

consommation totale d'énergie, et à réduire de 20 % la consommation énergétique de l'Union. L'Union européenne doit, de surcroît, assurer collectivement l'approvisionnement énergétique de ses Etats membres.

- promouvoir une nouvelle politique agricole commune dans un monde où la demande de produits de la terre va devenir de plus en plus forte. Augmenter le "fonds européen d'ajustement à la mondialisation" (FEM), créé en 2006 pour aider les salariés victimes des délocalisations.

- développer une industrie européenne de l'armement ;

- nous proposons aussi d'instituer un véritable pouvoir économique européen, chargé de mieux coordonner les politiques budgétaires des Etats membres et de dialoguer avec la Banque centrale européenne. De faire respecter la préférence communautaire : des taxes spécifiques doivent frapper les produits des firmes qui bafouent les droits élémentaires des salariés ou qui portent atteinte gravement à l'écosystème. De protéger les services publics européens, en votant une directive cadre qui leur donnerait la même légitimité que celle qui est reconnue au secteur privé.

- de négocier un traité social européen, comportant une clause de sauvegarde sociale dans toutes les politiques de l'Union : celles-ci ne doivent pas fragiliser les politiques sociales nationales, mais, au contraire, les renforcer. D'instituer un salaire minimum européen, l'harmonisation des législations sociales vers le haut.

La mise en œuvre de politiques communes exige que l'"Europe des projets" dispose de ressources bien supérieures aux 1% de la richesse produite par ses Etats-membres, qui lui sont aujourd'hui alloués. La révision des Perspectives financières de l'Union, qui devra se clôturer en 2009, après avoir débuté sous Présidence française, doit consentir une hausse de budget (le PSE propose de passer à 1,5%) et le droit de l'Union européenne de contracter des emprunts.

4. Pour un nouveau Pacte républicain

Un an après la prise de fonction de Nicolas Sarkozy à la tête de l'Etat, ce qui oppose les socialistes à la droite UMP apparaît avec force.

Contrairement à la droite au pouvoir, nous ne pensons pas que les difficultés économiques de notre pays sont dues principalement à un coût du travail trop élevé, un droit social trop généreux, des prélèvements obligatoires "excessifs", un poids démesuré de l'Etat. Nous pensons au contraire que nos difficultés ont pour causes premières notre médiocre spécialisation économique dans la nouvelle division internationale du travail; la faiblesse des investissements de nos grandes entreprises dans les secteurs de la nouvelle économie[1] (NTIC); les carences de notre système éducatif - en particulier de notre enseignement supérieur, de notre formation professionnelle pour adulte- et de notre recherche; la faiblesse de notre tissu de PME.

Pour surmonter nos difficultés, il ne faut donc pas comme s'y emploie la droite, alléger les impôts pesant sur les plus fortunés, tout en alourdissant les taxes et les déremboursement accablant les plus pauvres, ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite,

réduire les revenus et les droits des salariés, abaisser encore les charges sur les salaires, qui bénéficient déjà d'une aide de 25 milliards d'euros par an à laquelle viennent s'ajouter les 5 milliards de défiscalisation des heures supplémentaires.

Il faut mieux spécialiser notre économie en la redéployant vers les industries de pointe, les services à hautes valeurs ajoutées, mais aussi vers l'immense gisement d'emploi que constituent les services -non délocalisables- aux personnes. Il faut soutenir la consommation populaire et relancer la politique industrielle en sommeil depuis quinze ans. Il faut renforcer et réformer notre système d'éducation et de formation professionnelle, en particulier l'enseignement universitaire -; mieux financer et organiser notre Recherche. Il faut renforcer notre tissu de PME, notamment des grosses PME exportatrices.

Pour y parvenir, nous devons, certes, inciter les investisseurs et les entrepreneurs à exercer pleinement leurs talents. Mais nous devons aussi et surtout mobiliser les salariés. On n'y arrivera pas en leur imposant sans cesse davantage de sacrifices, en matière de revenus et de droits, tout en gratifiant les actionnaires et les managers de toujours plus de largesses.

Nous devons nouer un nouveau Pacte social entre les salariés et les entrepreneurs, sous l'égide de l'Etat :

- aux premiers, il faut garantir la "sécurisation des parcours professionnels" (c'est-à-dire une indemnisation généreuse du chômage, le suivi individuel des chômeurs par un service public de l'emploi renforcé et modernisé[2]; le renforcement et la rénovation aussi de notre système de formation professionnelle pour adultes). La protection contre tous les risques sociaux (chômage, maladie, vieillesse, accidents, déqualification,...) garantie par la rénovation de notre Etat social. La progression régulière du pouvoir d'achat, assurée par une juste répartition des fruits de la croissance. Le développement de la démocratie sociale dans l'entreprise et au niveau national et européen, par l'essor de la négociation contractuelle. Le retour au plein emploi, favorisé par une politique macro-économique visant à retrouver une croissance de 3% par an.

- aux chefs d'entreprise, il faut assurer une fiscalité incitative (réduction de l'impôt sur les bénéfices réinvestis, crédits recherche,...), des infrastructures et des services publics de qualité. Une main d'œuvre bien formée et bien soignée.

Nous sommes pour la modernisation de notre économie et de notre société, car le monde a changé, et l'immobilisme serait suicidaire. Mais la modernisation que nous préconisons diffère de celle que propose la droite. Celle-ci fait peser principalement sur les individus le coût de leur reconversion; nous considérons au contraire que c'est à la collectivité nationale et européenne qu'il convient de l'assumer.

[1] Selon Patrick Artus, entre 50% et 80% des bénéfices des entreprises sont consacrées à la rémunération de la rente sous forme d'intérêts et de dividendes. Une autre part est destinée à l'achat ou au rachat d'actions qui alimenta la bulle spéculative. 14,1% seulement des profits ont été consacrés à l'investissement en 2007, par les entreprises du CAC 40.

[2] Il y a un agent de l'emploi pour 140 chômeurs en France, contre un agent pour 50 chômeurs au Danemark.

Henri Weber,

13 mai 2007